

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2019/32 DU 24 AOÛT 2019

	<u>Pages</u>
Ministère du travail	1
Ministère de l'agriculture et de l'alimentation	(*)

(*) Aucun texte du ministère chargé de l'agriculture dans le *BO* n° 32.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2019/32

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
Assurances (sociétés) : protocole d'accord du 16 mai 2019 relatif au régime d'assurance maladie des allocataires (RAMA)	3
Assurances (sociétés) : avenant du 16 mai 2019 au protocole d'accord du 24 juin 2013 relatif au régime professionnel de prévoyance.....	16
Bâtiment (Drôme-Ardèche [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés]) : accord du 19 novembre 2018 relatif aux indemnités de petits déplacements au 1^{er} janvier 2019 (Drôme-Ardèche)	21
Carrières et matériaux (industries [Nouvelle-Aquitaine, ouvriers, ETAM]) : accord du 22 mai 2019 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} janvier 2019 (Nouvelle-Aquitaine).....	23
Dentaires (négoce en fournitures) : accord du 14 mai 2019 relatif aux salaires minima pour l'année 2019.....	27
Habillement (succursales) : accord du 6 mai 2019 relatif à l'emploi et à l'intégration des personnes en situation de handicap.....	29
Habillement et articles textiles (commerce de détail) : avis interprétatif du 29 avril 2019 relatif à l'article 5.1 « Obligation des entreprises » de l'accord du 9 octobre 2015 (régime de prévoyance collectif).....	35
Métallurgie (Flandres-Douais) : accord du 29 mai 2019 relatif aux salaires (TEGA, RMH) et aux primes pour l'année 2019.....	37
Sociaux et socioculturels (centres) : avenant n° 03-19 du 25 avril 2019 relatif aux indemnités kilométriques	52

Convention collective nationale

IDCC : 653. – **PRODUCTEURS SALARIÉS DE BASE
DES SERVICES EXTÉRIEURS DE PRODUCTION
DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES**
(27 mars 1972)

Convention collective nationale

IDCC : 438. – **ÉCHELONS INTERMÉDIAIRES DES SERVICES
EXTÉRIEURS DE PRODUCTION DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES**
(13 novembre 1967)

Brochure n° 3267

Convention collective nationale

IDCC : 1679. – **INSPECTION D'ASSURANCE**

Brochure n° 3265

Convention collective nationale

IDCC : 1672. – **SOCIÉTÉS D'ASSURANCES**

PROTOCOLE D'ACCORD DU 16 MAI 2019
RELATIF AU RÉGIME D'ASSURANCE MALADIE DES ALLOCATAIRES (RAMA)

NOR : ASET1951042M

Entre :

FFA,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

UNSA banques et assurances ;

CFE-CGC assurance ;

FBA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu de ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les parties signataires s'engagent à réviser le régime d'assurance maladie des allocataires (RAMA) afin qu'il respecte l'ensemble des conditions posées par les pouvoirs publics pour répondre aux définitions du « contrat responsable et solidaire ». Pour ce faire, compte tenu des dernières évolutions du cahier des charges du « contrat responsable » avec la réforme du 100 % santé, le règlement du RAMA est modifié comme suit afin d'intégrer ces nouvelles dispositions.

Article 1^{er}

L'article 3 d) « Contrat responsable » du règlement du régime d'assurance maladie des allocataires est modifié comme suit :

« Le régime d'assurance maladie des allocataires est mis en œuvre conformément aux dispositions de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale et de l'article 83, 1°, *quater* du code général des impôts.

Le contrat d'assurance collective souscrit est un contrat "responsable" conformément aux articles L. 160-13, II et III, L. 871-1 et R. 871-1 et R. 871-2 du code de la sécurité sociale.

Il est expressément convenu que ce contrat sera adapté en cas d'évolution législative, réglementaire ou découlant de la doctrine administrative afin de rester conforme au caractère responsable. »

Article 2

Les dispositions prévues en annexe du règlement du régime d'assurance maladie des allocataires sont modifiées ainsi :

(Texte page suivante.)

« ANNEXE

AU RÈGLEMENT DU RÉGIME D'ASSURANCE MALADIE DES ALLOCATAIRES

Application de l'article 3-a du règlement RAMA

GARANTIE	FORMULE 1	FORMULE 1 B/S (fermée)	FORMULE 2 (fermée)	FORMULE 2 B/S	FORMULE 3	FORMULE 4 (fermée)	FORMULE 5
Hospitalisation							
Forfait journalier hospitalier	100 % FR ⁽¹⁾	100 % FR	100 % FR	100 % FR	100 % FR	100 % FR	100 % FR
Frais de séjour	100 % FR ⁽²⁾	100 % FR	100 % FR	100 % FR	100 % FR	100 % FR	100 % FR
Actes de chirurgie, actes de spécialité adhérent à un DPTAM	164 % BR	164 % BR	164 % BR	280 % BR	164 % BR	164 % BR	280 % BR
Actes de chirurgie, actes de spécialité (conventionnés et non-conventionnés) non adhérent à un DPTAM	144 % BR	144 % BR	144 % BR	200 % BR	144 % BR	144 % BR	200 % BR
Actes de chirurgie, actes de spécialité exonérés du TM adhérent à un DPTAM	205 % BR	205 % BR	205 % BR	300 % BR	205 % BR	205 % BR	300 % BR
Actes de chirurgie, actes de spécialité exonérés du TM (conventionnés et non-conventionnés) non adhérent à un DPTAM	185 % BR	185 % BR	185 % BR	200 % BR	185 % BR	185 % BR	200 % BR
Chambre particulière	16,72 €/jour	16,72 €/jour	16,72 €/jour	1,5 % PMSS/jour	16,72 €/jour	16,72 €/jour	2,5 % PMSS/jour
Soins courants							
Généralistes et spécialistes adhérent à un DPTAM	100 % BR ⁽³⁾	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR	270 % BR
Généralistes et spécialistes (conventionnés et non-conventionnés) – non adhérent à un DPTAM	100 % BR ⁽⁴⁾	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR	200 % BR
Auxiliaires médicaux ⁽⁵⁾	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR	260 % BR
Garantie	Formule 1	Formule 1 bis (fermée)	Formule 2 (fermée)	Formule 2 bis	Formule 3	Formule 4 (fermée)	Formule 5

GARANTIE	FORMULE 1	FORMULE 1 B/S (fermée)	FORMULE 2 (fermée)	FORMULE 2 B/S	FORMULE 3	FORMULE 4 (fermée)	FORMULE 5
Frais examen de biologie médicale (analyse)	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR	260 % BR
Actes de spécialité DPTAM	100 % BR	100 % BR	100 % BR	270 % BR	100 % BR	100 % BR	270 % BR
Actes de spécialité (conventionnés et non-conventionnés) hors DPTAM	100 % BR	100 % BR	100 % BR	200 % BR	100 % BR	100 % BR	200 % BR
Actes de chirurgie de ville DPTAM	143,50 % BR	143,50 % BR	143,50 % BR	270 % BR	143,50 % BR	143,50 % BR	270 % BR
Actes de chirurgie de ville (conventionnés et non-conventionnés) hors DPTAM	123,50 % BR	123,50 % BR	123,50 % BR	200 % BR	123,50 % BR	123,50 % BR	200 % BR
Radiologie DPTAM	100 % BR	100 % BR	100 % BR	245 % BR	100 % BR	100 % BR	270 % BR
Radiologie hors DPTAM	100 % BR	100 % BR	100 % BR	200 % BR	100 % BR	100 % BR	200 % BR
Transport accepté par la sécurité sociale	100 % BR	100 % BR	100 % BR	195 % BR	100 % BR	100 % BR	195 % BR
Pharmacie							
Médicaments à 65 %	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Médicaments à 30 %	38,7 % BR	100 % BR	100 % BR	51 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Médicament à 15 %	15 % BR	15 % BR	15 % BR	36 % BR	15 % BR	15 % BR	100 % BR
Dentaire							
Soins dentaires 100 % Santé	Prise en charge intégrale, dans le respect des tarifs applicables et des honoraires limites de facturation, dès 2020						
Soins dentaires autres que 100 % Santé	100 % BR	100 % BR	100 % BR	105 % BR	100 % BR	100 % BR	270 % BR
Inlay onlay	100 % BR	100 % BR	100 % BR	105 % BR	100 % BR	100 % BR	10 % du PMSS par an ⁽⁶⁾
Prothèses dentaires 100 % Santé	Prise en charge intégrale, dans le respect des tarifs applicables et des honoraires limites de facturation, dès 2020						
Prothèses dentaires autres que 100 % Santé	182 % BR	182 % BR	182 % BR	210 % BR	245 % BR	17 % du PMSS	17 % du PMSS
Appareillage dentaire 100 % Santé (prothèse amovible)	Prise en charge intégrale, dans le respect des tarifs applicables et des honoraires limites de facturation, dès 2020						

GARANTIE	FORMULE 1	FORMULE 1 B/S (fermée)	FORMULE 2 (fermée)	FORMULE 2 B/S	FORMULE 3	FORMULE 4 (fermée)	FORMULE 5
Appareillage dentaire autre que 100 % santé (prothèse amovible)	182 % BR	182 % BR	182 % BR	210 % BR	245 % BR	6,5 % du PMSS avec un minimum de 175 % de la BR	- de 1 à 5 dents : 30 % PMSS - de 6 à 10 dents : 40 % PMSS - plus de 10 dents : 50 % PMSS, limité à 1 800 €/an
Implant dentaire	/	/	/	/	/	/	30 % du PMSS (limité à 2 dents par an et à 1 800 €/an)
Aides auditives							
Ces garanties s'appliquent aux frais exposés pour l'acquisition d'une aide auditive par période de 4 ans et dans le respect des plafonds de remboursement réglementaires.							
Audioprothèses 100 % santé	Prise en charge intégrale, dans le respect des tarifs applicables et des honoraires limites de facturation, dès 2021						
Audioprothèses autres que 100 % santé ou avant le 1 ^{er} janvier 2021	164 % BR	164 % BR	164 % BR	180 % BR	164 % BR	190 % BR	190 % BR
Autres prothèses (remboursées par la sécurité sociale)							
Petit appareillage	164 % BR	164 % BR	164 % BR	180 % BR	164 % BR	190 % BR	190 % BR
Grand appareillage	220 % BR	220 % BR	220 % BR	260 % BR	220 % BR	260 % BR	260 % BR
Grand appareillage exonéré du TM	260 % BR	260 % BR	260 % BR	300 % BR	260 % BR	300 % BR	300 % BR
Prévention							
Consultations. – Actes de prévention (acceptées par la sécurité sociale)	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR	100 % BR
(1) Dans les établissements de santé, hors établissements médico-sociaux (2) Dans les établissements de santé, hors établissements médico-sociaux (3) Pour une consultation chez le généraliste en secteur 1 à 25 € la prise en charge de la sécurité sociale 16,50 €, celle de la complémentaire à 750 € et la participation forfaitaire non-remboursable à 1 €. (4) Pour une consultation chez le généraliste en secteur 1 à 25 € la prise en charge de la sécurité sociale 16,50 €, celle de la complémentaire à 750 € et la participation forfaitaire non-remboursable à 1 €. (5) Infirmières, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, pédicures-podologues (6) Remboursement en sus de la sécurité sociale							

Optique		
<p>Le dispositif 100 % santé définit 2 classes de verres et montures : ceux de la classe A (100 % santé) intégralement pris en charge et ceux de la classe B, hors 100 % santé :</p> <p>– ces garanties s’appliquent aux frais exposés pour l’acquisition d’un équipement (monture limitée à 100 € + 2 verres) par période de 2 ans, à l’exception des cas pour lesquels un renouvellement anticipé est autorisé : enfant de moins de 16 ans et en cas d’évolution de la vue. Dans ce dernier cas, la période est de 1 an ;</p> <p>– la période précitée de 2 ans s’apprécie à compter de la date d’acquisition de l’équipement optique (sauf en cas d’évolution de la vue ou pour les mineurs).</p>		
Composition de l’équipement	Prise en charge des verres	Prise en charge de la monture
Classe A : 100 % santé Classe B : autres que 100 % santé		
2 verres A + monture A	Intégrale dans le respect des PLV 100 % santé	
2 verres A + monture B	Intégrale dans le respect des PLV 100 % santé	– dans la limite du plafond des tableaux ci-dessous, déduction faite du coût des verres ; et, – dans la limite de 100 €
2 verres B + monture A	Dans la limite du plafond des tableaux ci-dessous, déduction faite du coût de la monture	Intégrale dans le respect des PLV 100 % santé
Verre A + verre B + monture A	Verre A Intégrale dans le respect des PLV 100 % santé	Intégrale dans le respect des PLV 100 % santé
	Verre B Dans la limite du plafond des tableaux ci-dessous, déduction faite du coût de la monture et du verre A	
Verre A + verre B + monture B	Verre A Intégrale dans le respect des PLV 100 % santé	
	Verre B et monture B Dans la limite du plafond du tableau ci-dessous, déduction faite du coût du verre A et compte tenu que le remboursement de la monture est limité à 100 €.	
2 verres B + monture B	Dans la limite du plafond des tableaux ci-dessous. Monture limitée à 100,00 €.	

Plafonds de remboursements pour un équipement hors 100 % santé

<p>a) Équipement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – verres unifocaux sphériques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et + 6,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S (sphère + cylindre) est inférieure ou égale à 6,00 dioptries 	<p align="center">50 €</p> <p align="center">Dont 50 € au maximum pour la monture</p>
<p>b) Équipement comportant 1 verre mentionné au a et 1 verre mentionné au c</p>	<p align="center">125 €</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>c) Équipement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – verres unifocaux sphériques dont la sphère est hors zone de – 6,00 à + 6,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à – 6,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 6,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est comprise entre – 4,00 et + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 8,00 et 0,00 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est inférieure ou égale à 8,00 dioptries. 	<p align="center">200 €</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>d) Équipement comportant 1 verre mentionné au a et 1 verre mentionné au f</p>	<p align="center">125 €</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>e) Équipement comportant 1 verre mentionné au c et 1 verre mentionné au f</p>	<p align="center">200 €</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>f) Équipement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est hors zone de – 4,00 à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 8,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à – 8,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 8,00 dioptries. 	<p align="center">200 €</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>

Formule 2 bis

Plafonds de remboursements pour un équipement hors 100 % santé

a) Équipement à : – verres unifocaux sphériques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et + 6,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S (sphère + cylindre) est inférieure ou égale à 6,00 dioptries.	100 € Dont 100 € au maximum pour la monture
b) Équipement comportant 1 verre mentionné au a et 1 verre mentionné au c	150 € Dont 100 € au maximum pour la monture
c) Équipement à : – verres unifocaux sphériques dont la sphère est hors zone de – 6,00 à + 6,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à – 6,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 6,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est comprise entre – 4,00 et + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 8,00 et 0,00 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est inférieure ou égale à 8,00 dioptries.	200 € Dont 100 € au maximum pour la monture
d) Équipement comportant 1 verre mentionné au a et 1 verre mentionné au f	150 € Dont 100 € au maximum pour la monture
e) Équipement comportant 1 verre mentionné au c et 1 verre mentionné au f	200 € Dont 100 € au maximum pour la monture
f) Équipement à : – verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est hors zone de – 4,00 à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 8,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à – 8,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 8,00 dioptries.	200 € Dont 100 € au maximum pour la monture

Formule 3

Plafonds de remboursements pour un équipement hors 100 % santé

<p>a) Équipement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – verres unifocaux sphériques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et + 6,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S (sphère + cylindre) est inférieure ou égale à 6,00 dioptries 	<p>4,5 % du PMSS (151,97 € en 2019) Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>b) Équipement comportant 1 verre mentionné au a et 1 verre mentionné au c</p>	<p>4,5 % du PMSS (151,97 € en 2019) Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>c) Équipement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – verres unifocaux sphériques dont la sphère est hors zone de – 6,00 à + 6,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à – 6,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 6,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est comprise entre – 4,00 et + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 8,00 et 0,00 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est inférieure ou égale à 8,00 dioptries. 	<p>4,5 % du PMSS (151,97 € en 2019) Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>d) Équipement comportant 1 verre mentionné au a et 1 verre mentionné au f</p>	<p>4,5 % du PMSS (151,97 € en 2019) Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>e) Équipement comportant 1 verre mentionné au c et 1 verre mentionné au f</p>	<p>4,5 % du PMSS (151,97 € en 2019) Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>f) Équipement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est hors zone de – 4,00 à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 8,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à – 8,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 8,00 dioptries. 	<p>4,5 % du PMSS (151,97 € en 2019) Dont 100 € au maximum pour la monture</p>

Formule 4

Plafonds de remboursements pour un équipement hors 100 % santé

<p>a) Équipement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – verres unifocaux sphériques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et + 6,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S (sphère + cylindre) est inférieure ou égale à 6,00 dioptries. 	<p align="center">420 €</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>b) équipement comportant 1 verre mentionné au a) et 1 verre mentionné au c)</p>	<p align="center">15 % du PMSS (506,55 € en 2019)</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>c) Équipement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – verres unifocaux sphériques dont la sphère est hors zone de – 6,00 à + 6,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à – 6,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 6,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est comprise entre – 4,00 et + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 8,00 et 0,00 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est inférieure ou égale à 8,00 dioptries. 	<p align="center">15 % du PMSS (506,55 € en 2019)</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>d) Équipement comportant 1 verre mentionné au a et 1 verre mentionné au f</p>	<p align="center">15 % du PMSS (506,55 € en 2019)</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>e) Équipement comportant 1 verre mentionné au c et 1 verre mentionné au f</p>	<p align="center">15 % du PMSS (506,55 € en 2019)</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>f) Équipement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est hors zone de – 4,00 à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 8,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à – 8,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 8,00 dioptries. 	<p align="center">15 % du PMSS (506,55 € en 2019)</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>

Formule 5

Plafonds de remboursements pour un équipement hors 100 % santé

<p>a) Équipement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – verres unifocaux sphériques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et + 6,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S (sphère + cylindre) est inférieure ou égale à 6,00 dioptries. 	<p align="center">420 €</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>b) Équipement comportant 1 verre mentionné au a et 1 verre mentionné au c</p>	<p align="center">560 €</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>c) Équipement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – verres unifocaux sphériques dont la sphère est hors zone de – 6,00 à + 6,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à – 6,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 6,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est comprise entre – 4,00 et + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 8,00 et 0,00 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est inférieure ou égale à 8,00 dioptries. 	<p align="center">18 % du PMSS (607,86 € en 2019)</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>d) Équipement comportant 1 verre mentionné au a et 1 verre mentionné au f</p>	<p align="center">18 % du PMSS (607,86 € en 2019)</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>e) Équipement comportant 1 verre mentionné au c et 1 verre mentionné au f</p>	<p align="center">18 % du PMSS (607,86 € en 2019)</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>
<p>f) Équipement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est hors zone de – 4,00 à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 8,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à – 8,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 8,00 dioptries. 	<p align="center">18 % du PMSS (607,86 € en 2019)</p> <p align="center">Dont 100 € au maximum pour la monture</p>

GARANTIE	FORMULE 1	FORMULE 1 B/S (fermée)	FORMULE 2 (fermée)	FORMULE 2 B/S	FORMULE 3	FORMULE 4 (fermée)	FORMULE 5
Optique (suite)							
Lentilles (acceptées par la sécurité sociale/an)	/	/	/	360 % BR	/	/	15 % PMSS
Chirurgie réfractive ou Kératotomie (cataracte)	/	/	/	250 € par œil	/	/	250 € par œil
BR : base de remboursement. FR : frais réel. PMSS : plafond mensuel de la sécurité sociale. SS : sécurité sociale. DPTAM : dispositif de pratique tarifaire maîtrisée : OPTAM, OPTAM-CO. OPTAM/OPTAM-CO : options des dispositifs de pratiques tarifaires maîtrisées ouvertes à certains médecins par la convention avec l'assurance maladie obligatoire pour les accompagners dans la limitation des pratiques excessives de dépassement d'honoraires. En adhérant à cette option, les professionnels de santé s'engagent à limiter leurs dépassements d'honoraires dans les limites établies par la convention. PLV : prix limite de vente. 100 % santé : dispositif qui a pour objectif de donner accès à des soins, pris en charge à 100 % dans le domaine de l'optique, dentaire et audiology. Son principe consiste à proposer un ensemble de prestations, appelé « Paniers », des soins identifiés qui répond aux besoins de santé nécessaires. La composition des prestations des paniers est définie réglementairement.							

(Texte page suivante.)

Article 3

Les signataires s'engagent à effectuer sans délai les démarches nécessaires au dépôt légal du présent protocole. Il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Fait à Paris, le 16 mai 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3265

Convention collective nationale
IDCC : 1672. – **SOCIÉTÉS D'ASSURANCES**

AVENANT DU 16 MAI 2019
AU PROTOCOLE D'ACCORD DU 24 JUIN 2013
RELATIF AU RÉGIME PROFESSIONNEL DE PRÉVOYANCE
NOR : ASET1951041M

Entre :

FFA,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

UNSA banques et assurances ;

CFE-CGC assurance ;

FBA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu de ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les parties signataires s'engagent à réviser le règlement du régime professionnel de prévoyance (volet frais de soins) afin qu'il respecte l'ensemble des conditions posées par les pouvoirs publics pour répondre aux définitions du « contrat responsable et solidaire ». Pour ce faire, compte tenu des dernières évolutions du « panier de soins » et du cahier des charges du « contrat responsable » avec la réforme du 100 % santé, le règlement du RPP est modifié comme suit afin d'intégrer ces nouvelles dispositions.

Article 1^{er}

Les dispositions complémentaires annexées au règlement RPP faisant figurer les planchers et plafonds des contrats responsables sont supprimées.

Les articles 31 et 32 du règlement RPP sont modifiés comme suit :

(Texte page suivante.)

« Article 31
Garanties collectives

GARANTIE	NIVEAU DE GARANTIE (incluant celui de la sécurité sociale et dans la limite des frais réels)
Hospitalisation	
Forfait journalier hospitalier	100 % FR ⁽¹⁾
Frais de séjour	100 % BR
Actes de chirurgie, actes de spécialité adhérent à un DPTAM	280 % BR
Actes de chirurgie, actes de spécialité (conventionnés et non-conventionnés) non adhérent à un DPTAM	200 % BR
Chambre particulière	1,50 % PMSS/jour
Soins courants	
Consultation. – Visite généraliste (conventionnés et non-conventionnés) adhérent ou non adhérent à un DPTAM	100 % BR ⁽²⁾
Consultation. – Visites spécialiste (conventionnés et non-conventionnés) adhérent ou non adhérent à un DPTAM	100 % BR ⁽³⁾
Auxiliaires médicaux ⁽⁴⁾	100 % BR
Frais examen de biologie médicale (analyse)	100 % BR
Actes de chirurgie, actes de spécialité adhérent à un DPTAM	270 % BR
Actes de chirurgie, actes de spécialité (conventionnés et non-conventionnés) non adhérent à un DPTAM	200 % BR
Radiologie adhérent à un DPTAM.	245 % BR
Radiologie non adhérent à un DPTAM	200 % BR
Transport accepté par la sécurité sociale	195 % BR
Pharmacie	
Médicaments à 65 % ⁽⁵⁾	100 % BR
Médicaments à 30 % ⁽⁶⁾	51 % BR
Médicament à 15 % ⁽⁷⁾	36 % BR
Contraception prescrite (y compris celle non remboursée par la sécurité sociale)	50 € par an
Dentaire	
Soins dentaires 100 % santé	Prise en charge intégrale, dans le respect des tarifs applicables et des hono- raires limites de factura- tion, dès 2020
Soins dentaires hors 100 % santé	105 % BR
Prothèses dentaires 100 % santé	Prise en charge intégrale, dans le respect des tarifs applicables et des hono- raires limites de factura- tion, dès 2020
Prothèses dentaires hors 100 % santé ou avant le 1 ^{er} janvier 2021	210 % BR

GARANTIE	NIVEAU DE GARANTIE (incluant celui de la sécurité sociale et dans la limite des frais réels)
Orthodontie (acceptée par la sécurité sociale)	300 % BR
Aides auditives	
Ces garanties s'appliquent aux frais exposés pour l'acquisition d'une aide auditive par période de 4 ans.	
Audioprothèses 100 % Santé	Prise en charge intégrale, dans le respect des tarifs applicables et des prix li- mites de vente, à compter du 1 ^{er} janvier 2021
Audioprothèses autres que 100 % Santé	180 % BR, dans le respect des plafonds de rembour- sement réglementaires
Autres prothèses (remboursées par la sécurité sociale)	
Orthopédie et autres prothèses	180 % BR
Prévention	
Consultations – Actes de prévention (acceptées par la sécurité sociale)	100 % BR

Optique		
<p>Le dispositif 100 % santé définit 2 classes de verres et montures : ceux de la classe A (100 % Santé) intégralement pris en charge et ceux de la classe B, hors 100 % santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> – ces garanties s'appliquent aux frais exposés pour l'acquisition d'un équipement (monture limitée à 100 € [ou 30 € dans le cadre du 100 % santé] + 2 verres) par période de 2 ans, à l'exception des cas pour lesquels un renouvellement anticipé est autorisé : enfant de moins de 16 ans et en cas d'évolution de la vue. Dans ce dernier cas, la période est de 1 an ; – la période précitée de 2 ans s'apprécie à compter de la date d'acquisition de l'équipement optique (sauf en cas d'évolution de la vue ou pour les mineurs). 		
Composition de l'équipement	Prise en charge des verres	Prise en charge de la monture
Classe A : 100 % santé		
Classe B : autres que 100 % santé		
2 verres A + monture A	Intégrale dans le respect des PLV 100 % santé	
2 verres A + monture B	Intégrale dans le respect des PLV 100 % santé	– dans la limite du plafond du tableau ci-dessous, déduction faite du coût des verres ; et, – dans la limite de 100 €.
2 verres B + monture A	Dans la limite du plafond du tableau ci-dessous, déduction faite du coût de la monture	Intégrale dans le respect des PLV 100 % santé
Verre A + verre B + monture A	Verre A Intégrale dans le respect des PLV 100 % santé	Intégrale dans le respect des PLV 100 % santé
	Verre B Dans la limite du plafond du tableau ci-dessous, déduction faite du coût de la monture et du verre A	

Verre A + verre B + monture B	Verre A Intégrale dans le respect des PLV 100 % santé
	Verre B et monture B Dans la limite du plafond du tableau ci-dessous, déduction faite du coût du verre A et compte tenu que le remboursement de la monture est limité à 100 €
2 verres B + monture B	Dans la limite du plafond du tableau ci-dessous. Monture limitée à 100,00 €
Plafonds de remboursements pour un équipement hors 100 % santé	
a) Équipement à : – verres unifocaux sphériques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et + 6,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S (sphère + cylindre) est inférieure ou égale à 6,00 dioptries.	100 € Dont 100 € au maximum pour la monture
b) Équipement comportant 1 verre mentionné au a et 1 verre mentionné au c	150 € Dont 100 € au maximum pour la monture
c) Équipement à : – verres unifocaux sphériques dont la sphère est hors zone de – 6,00 à + 6,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à – 6,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie ; – verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 6,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est comprise entre – 4,00 et + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 8,00 et 0,00 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est inférieure ou égale à 8,00 dioptries.	200 € Dont 100 € au maximum pour la monture
d) Équipement comportant 1 verre mentionné au a et 1 verre mentionné au f	150 € Dont 100 € au maximum pour la monture
e) Équipement comportant 1 verre mentionné au c et 1 verre mentionné au f	200 € Dont 100 € au maximum pour la monture
f) Équipement à : – verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est hors zone de – 4,00 à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre – 8,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à – 8,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie ; – verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 8,00 dioptries.	200 € Dont 100 € au maximum pour la monture
Lentilles (acceptées par la sécurité sociale/an)	360 % BR

Chirurgie réfractive ou Kératotomie	250 € par œil
BR : base de remboursement. FR : frais réel. PMSS : plafond mensuel de la sécurité sociale. SS : sécurité sociale. DPTAM : dispositif de pratique tarifaire maîtrisée : OPTAM, OPTAM-CO. OPTAM/OPTAM-CO : options des dispositifs de pratiques tarifaires maîtrisées ouvertes à certains médecins par la convention avec l'assurance maladie obligatoire pour les accompagner dans la limitation des pratiques excessives de dépassement d'honoraires. En adhérant à cette option, les professionnels de santé s'engagent à limiter leurs dépassements d'honoraires dans les limites établies par la convention. PLV : prix limite de vente. 100 % santé : dispositif qui a pour objectif de donner accès à des soins, pris en charge à 100 % dans le domaine de l'optique, dentaire et audiologie. Son principe consiste à proposer un ensemble de prestations, appelé « Paniers », des soins identifiées qui répond aux besoins de santé nécessaires. La composition des prestations des paniers est définie réglementairement et visés à l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale.	

Article 32

Contrat responsable

Le régime professionnel de prévoyance est mis en œuvre conformément aux dispositions de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale et de l'article 83, 1°, *quater* du code général des impôts.

Le contrat d'assurance collective souscrit est un contrat "responsable" conformément aux articles L. 160-13, II et III, L. 871-1 et R. 871-1 et R. 871-2 du code de la sécurité sociale.

Il est expressément convenu que ce contrat sera adapté en cas d'évolution législative, réglementaire ou découlant de la doctrine administrative afin de rester conforme au caractère responsable. »

Article 2

Les signataires s'engagent à effectuer sans délai les démarches nécessaires au dépôt légal du présent avenant. Il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Fait à Paris, le 16 mai 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 19 NOVEMBRE 2018
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS AU 1^{ER} JANVIER 2019
(DRÔME-ARDÈCHE)
NOR : ASET1951040M
IDCC : 1596, 1597

Entre :
FBTPDA ;
CAPEB Drôme ;
CAPEB Ardèche ;
SCOP BTP Rhône-Alpes,

D'une part, et
UID CGT ;
UID UNSA,

D'autre part,

il a été convenu de ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du chapitre I^{er} du titre VIII des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991, concernant d'une part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à

10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment des départements de la Drôme et de l'Ardèche.

Les parties signataires étant engagées par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à 10 salariés et une seconde pour les plus de 10 salariés, elles remplissent par ce biais l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issue de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 2

Pour les départements de la Drôme et de l'Ardèche, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 des conventions collectives nationales précitées le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme suit :

- l'indemnité de repas est portée à : 10,30 € ;
- les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après :

(En euros.)

INDEMNITÉS DE FRAIS DE TRANSPORT						INDEMNITÉS DE TRAJET					
Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,60	2,72	5,44	8,76	12,31	15,69	0,69	1,25	2,70	3,95	5,38	6,59

Article 3

Les valeurs des indemnités de repas, de transport et de trajet fixées à l'article 2 entreront en application, à compter du 1^{er} janvier 2019, sous réserve d'aboutir à un accord susceptible d'extension.

À défaut de remplir cette condition, les valeurs de ces indemnités resteront celles en vigueur au 1^{er} février 2018.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, direction générale du travail à Paris.

Le présent accord sera transmis pour information à la DIRECCTE, unités territoriales de la Drôme et de l'Ardèche et remis aux secrétariats-greffes des conseils des prud'hommes de Valence et Montélimar pour la Drôme et d'Annonay et Aubenas pour l'Ardèche.

Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2019 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

Fait à Valence, le 19 novembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales
INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

ACCORD DU 22 MAI 2019
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2019
(NOUVELLE-AQUITAINE)

NOR : ASET1951036M

IDCC : 87, 135

Entre :

UNICEM Nouvelle-Aquitaine,

D'une part, et

BATIMAT-TP CFTC ;

FG FO construction ;

CFDT bois Bordeaux,

D'autre part,

Se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à la convention collective nationale du 12 juillet 1955, à l'accord national du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, il a été convenu de ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la convention collective nationale des ETAM du 12 juillet 1955, relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants :

16 (Charente), 17 (Charente-Maritime), 19 (Corrèze), 23 (Creuse), 24 (Dordogne), 33 (Gironde), 40 (Landes), 47 (Lot-et-Garonne), 64 (Pyrénées-Atlantiques), 79 (Deux-Sèvres), 86 (Vienne), 87 (Haute-Vienne).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	VALEURS MENSUELLES
1	1	1 521,22
	2	1 543,26
2	1	1 554,48
	2	1 572,84
	3	1 615,68
3	1	1 625,88
	2	1 651,38
	3	1 693,20
4	1	1 708,50
	2	1 736,04
	3	1 791,12
5	1	1 803,36
	2	1 857,42
	3	1 980,84
6	1	2 022,66
	2	2 102,22
	3	2 258,28
7	1	2 315,40
	2	2 454,12
	3	2 670,36

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord national du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais ;
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires ;

- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés ;
- de la prime d’ancienneté pour ceux qui en bénéficient ;
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle ;
- des sommes versées au titre de l’intéressement, de la participation aux résultats de l’entreprise et de l’épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l’article 4 de l’accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l’horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s’il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l’article 3.

Il est également rappelé en application de l’article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l’égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d’entrée en vigueur

Cet accord s’applique à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d’employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l’accord et fera l’objet d’un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l’article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7

Dépôt et notification

En application de l’article L. 2231-5 du code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l’ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du conseil des prud’hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu’à l’issue du délai d’opposition de 15 jours qui court à compter de l’envoi par lettre recommandée avec avis de réception de l’accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Fait à Bordeaux, le 22 mai 2019.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

LISTE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES RELEVANT DU CHAMP D'APPLICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DES INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14. – Minéraux divers

Groupe 14.02 : matériaux de carrières pour l'industrie.

Dans la classe 15. – Matériaux de construction

Groupe 15.01 : sables et graviers d'alluvions.

Groupe 15.02 : matériaux concassés de roches et de laitier.

Groupe 15.03 : pierres de construction (à l'exception de l'ardoise).

Groupe 15.05 : plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment).

Groupe 15.07 : béton prêt à l'emploi.

Groupe 15.09 : matériaux de construction divers.

Dans la classe 87. – Services divers (marchands)

Groupe 87.05 : pour partie, services funéraires (marbrerie funéraire).

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton, ne sont pas couvertes par le présent accord.

Brochure n° 3033

Convention collective nationale
IDCC : 635. – NÉGOCE EN FOURNITURES DENTAIRES

ACCORD DU 14 MAI 2019
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2019

NOR : ASET1951037M
IDCC : 635

Entre :
COMIDENT,
D'une part, et
CFDT ;
CFE-CGC,
D'autre part,

il a été convenu de ce qui suit :

Le présent accord fixe les salaires professionnels catégoriels minima dans la branche professionnelle du négoce en fournitures dentaires.

Il s'applique à l'ensemble des entreprises définies par l'article 1^{er} de l'accord du 18 novembre 2014.

Article 1^{er}

Salaires

(En euros.)

COEFFICIENT	BRUT
120	1 541,00 €
130	1 553,00 €
150	1 586,00 €
160	1 631,00 €
180	1 662,00 €
200	1 698,00 €
220	1 773,00 €
240	1 786,00 €
260	1 848,00 €
280	1 925,00 €

COEFFICIENT	BRUT
325	2 249,00 €
375	2 598,00 €
450	3 205,00 €
600	3 421,00 €
800	3 865,00 €

Article 2

Tout employeur est tenu d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale et à ancienneté égale, l'égalité de rémunérations entre les femmes et les hommes. Le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique de l'égalité professionnelle et de la mixité des emplois.

Les parties signataires du présent accord rappellent donc l'obligation de l'employeur d'effectuer chaque année la comparaison des rémunérations entre les femmes et les hommes et de prendre, le cas échéant, les mesures de rattrapage et de rééquilibrage qui s'imposent afin de corriger les éventuels écarts de salaire entre les femmes et les hommes exerçant les mêmes fonctions dans des conditions équivalentes.

Article 3

Le présent accord fixe un socle minimal de garantie pour toutes les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale, il n'est à ce titre pas prévu de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 4

Le présent accord obéit aux mêmes dispositions en matière de durée, de dénonciation et de révision que la convention collective.

Le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Le présent accord prendra effet un mois après sa publication au *Journal officiel* et à compter de la date de son extension pour toutes les entreprises de la branche.

En même temps que le dépôt, les parties signataires s'engagent à effectuer les démarches nécessaires pour en obtenir l'extension.

Fait à Paris, le 14 mai 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3065

Convention collective nationale
IDCC : 675. – MAISONS À SUCCURSALES DE VENTE
AU DÉTAIL D'HABILLEMENT

ACCORD DU 6 MAI 2019
RELATIF À L'EMPLOI ET À L'INTÉGRATION DES PERSONNES
EN SITUATION DE HANDICAP

NOR : ASET1951039M
IDCC : 675

Entre :

FEH,

D'une part, et

UNSA ;

FNECS CFE-CGC ;

CSFV CFTC ;

CGT CSD,

D'autre part,

il a été convenu de ce qui suit :

PRÉAMBULE

Cet accord a pour objectif l'amélioration de l'emploi et de l'intégration des personnes en situation de handicap dans la branche grâce à la mise en œuvre d'actions et via des dispositions cadres destinées aux entreprises. Il prend en compte les nouvelles obligations prévues par la loi sur la liberté de choisir son avenir professionnel du 5 septembre 2018 n° 2018-771.

Les parties signataires souhaitent rappeler l'importance de l'emploi, de l'intégration et du maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap dans la branche et également l'égalité de traitement en termes d'insertion, de salaire, de promotion et de formation.

L'accord s'applique aux rapports entre employeurs et salariés, relevant de la convention collective des maisons à succursales de vente au détail d'habillement (IDCC n° 675) sur le territoire national, y compris les DROM-COM (départements et régions, et collectivités d'outre-mer).

Ses dispositions prennent en compte les différents types d'entreprises de la branche, et notamment celles de moins de 50 salariés.

PARTIE 1

ACTIONS ENGAGÉES AU NIVEAU DE LA BRANCHE

Les parties signataires s'engagent à la réalisation de plusieurs actions au niveau de la branche.

Article 1^{er}

Diagnostic

Afin de répondre de manière précise et efficace aux besoins liés au handicap dans la branche, un diagnostic quantitatif et qualitatif est réalisé. Ce travail est confié à l'observatoire de branche.

Son suivi est réalisé dans les conditions prévues dans la partie 3, article 1^{er}, du présent accord.

Article 2

Actions de sensibilisation

Les partenaires sociaux s'engagent à différentes actions destinées aux entreprises et aux salariés de la branche :

Réalisation d'un guide pratique d'ici le 31 décembre 2019

Confié à l'observatoire de branche, ce guide rappelle les obligations juridiques liées au handicap à respecter. Il doit également, par un recueil de bonnes pratiques, faciliter la mise en place d'actions visant à améliorer l'intégration des salariés en situation de handicap.

Il est notamment diffusé aux entreprises par voie électronique.

Réalisation d'outils de communication destinés aux salariés

Des outils de communication relatifs aux bonnes pratiques en matière de handicap sont mis à disposition des entreprises de la branche.

Ils permettent de sensibiliser et d'informer le plus grand nombre de salariés sur ce sujet.

Article 3

Formation des personnes en situation de handicap

Les parties signataires confient à la CPNEFP la définition et les modalités de mise en œuvre des formations pour les personnes en situation de handicap. Les membres de la CPNEFP doivent veiller à la formation des personnes en situation de handicap, plus particulièrement dans les domaines nécessaires au maintien de leur employabilité.

Dans le cadre de la révision des diplômes, des certifications et des titres, les représentants de la branche veillent à ce que les connaissances de base liées au handicap figurent dans le contenu pédagogique des formations ou des savoirs à acquérir (formations relatives à l'emploi et à l'accueil des personnes handicapées).

Les parties signataires s'engagent à la formation de 1 000 personnes en situation de handicap en moyenne par an d'ici le 31 décembre 2021.

Article 4

Suivi paritaire annuel du handicap dans la branche

Le suivi de la politique handicap de la branche est réalisé dans les conditions prévues dans la partie 3, article 1^{er}, du présent accord.

PARTIE 2
ACTIONS ENGAGÉES AU NIVEAU DES ENTREPRISES

Article 1^{er}

Diagnostic

Les entreprises dépourvues d'accord sur le handicap à la date de signature de celui-ci doivent, dans un délai de 8 mois suivant l'extension du présent accord, réaliser un diagnostic quantitatif et qualitatif préalable pour la mise en place de ce dernier.

À la suite du diagnostic, les entreprises adapteront leur plan de recrutement en étudiant les mesures relatives notamment à : l'embauche, l'alternance et l'apprentissage, les stages, des mesures incitatives et des plans de sensibilisation...

Cette disposition fera l'objet d'un suivi par la commission visée à la partie 3, article 1^{er}, du présent accord.

Article 2

Obligations à respecter

Les parties signataires rappellent l'objectif d'emploi de 6 % de salariés handicapés dans les entreprises selon les modalités fixées par la loi n° 2018-771 sur la liberté de choisir son avenir professionnel du 5 septembre 2018.

Les entreprises employant au moins 250 salariés doivent désigner, sur la base du volontariat, au minimum un référent handicap chargé d'orienter, d'informer et d'accompagner les personnes en situation de handicap.

Le nombre de référents handicap peut varier suivant la taille et l'organisation géographique de l'entreprise.

Une fois par an, l'employeur et le référent handicap s'entretiennent sur la mission de ce dernier. À cette occasion, sont notamment abordés et précisés les sujets suivants :

- besoins de formations et d'informations ;
- temps/crédit d'heures nécessaires au bon déroulement de la mission.

Les référents handicap bénéficient d'une indemnité ou d'une prime de mission, qui est au minimum de 50 € bruts⁽¹⁾ par mois, dans la mesure où le salarié effectue cette mission « handicap » en plus de son poste habituel.

Les enseignes peuvent, le cas échéant, adjoindre au référent handicap des salariés « relais » chargés de les accompagner dans leurs fonctions. Le référent et son ou ses relais déterminent ensemble le fonctionnement de leur collaboration.

Article 3

Actions de sensibilisation et d'adaptation

À destination du management de proximité

Compte tenu de l'éclatement géographique des magasins succursalistes, les parties signataires rappellent l'importance du rôle des personnes ayant une mission d'encadrement sur le terrain.

Ces dernières doivent sensibiliser leurs équipes à la question du handicap.

Elles peuvent notamment s'appuyer sur les supports réalisés par la branche.

(1) Le régime social et fiscal de l'indemnité ou de la prime dépend de la nature de ces dernières.

À destination des salariés

Les entreprises doivent s'assurer que les salariés ont accès aux informations nécessaires relatives au handicap.

La commission de suivi établit le bilan de ces actions de sensibilisation à destination du management de proximité et des salariés.

Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé

Les entreprises veillent à ce que leurs salariés disposent de l'accompagnement, du temps et de l'information nécessaires pour la réalisation des dossiers de reconnaissance en qualité de travailleur handicapé (RQTH) avec l'aide du référent handicap et/ou du sauveteur secouriste du travail ou encore de toute autre personne dédiée à cet accompagnement.

Adaptation des locaux de travail

La sécurité des salariés en situation de handicap est assurée de la même manière que pour tout autre salarié.

Les entreprises aménagent les locaux de travail chaque fois que nécessaire, suivant les recommandations de la médecine du travail. Elles doivent lancer sans délai les processus d'adaptation des locaux.

Aménagement des postes

Pour le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, les entreprises doivent aménager les postes de travail et les conditions de travail, notamment les horaires de travail, suivant les recommandations de la médecine du travail et, le cas échéant, d'un(e) ergonomiste. Elles doivent lancer sans délai les processus d'aménagement des postes.

Mise en œuvre des actions de sensibilisation

Les actions de sensibilisation sont mises en œuvre dans les entreprises par les différentes instances et personnes suivantes :

- le SSCT ou, à défaut, le CSE ;
- les référents ou parrains ;
- les RH ;
- les médecins du travail.

Les entreprises doivent veiller dans le cadre de la mise en œuvre de ces actions de sensibilisation, à assurer l'employabilité et l'égalité de traitement, concernant l'évolution de carrière, et rémunération.

PARTIE 3

DISPOSITIONS FINALES ET SUIVI

Article 1^{er}

Suivi de l'accord

Une commission paritaire de suivi de cet accord est mise en place et se réunit au moins une fois par an.

Chaque organisation syndicale de salariés représentative dans la branche désigne au maximum deux membres pour la représenter au sein de cette commission.

Le collège employeur est composé d'un nombre égal de membres que le collège salarié.

Elle bénéficie des études nécessaires réalisées par l'observatoire de branche, dont les indicateurs sont définis par les membres du comité paritaire de pilotage de l'observatoire.

Elle s'appuie dans un premier temps sur le diagnostic mentionné en annexe pour réaliser son suivi et faire le bilan des indicateurs.

Un bilan de la mise en œuvre de l'accord est effectué par cette commission de suivi après une période de 12 mois suivant son extension.

Article 2

Modalités d'application de l'accord

Le présent accord est d'application directe.

Il vise les entreprises qui ne sont pas déjà couvertes par un accord collectif ayant le même objet, à la date de signature de ce dernier.

Tout nouvel accord collectif ayant le même objet ne pourra y déroger que par des dispositions plus favorables.

Article 3

Date d'application et durée de validité

Ces dispositions sont applicables à l'issue du délai d'opposition avec effet à la date de dépôt du présent accord.

Cet accord est conclu pour une durée de 3 ans renouvelable une fois.

Article 4

Publicité

Le présent accord sera déposé en un exemplaire original et une copie sera envoyée sous forme électronique à la direction générale du travail.

Un exemplaire sera également communiqué au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 5

Extension

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent accord, la fédération des enseignes de l'habillement étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 6 mai 2019.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Données clés du diagnostic de l'AGEFIPH sur l'emploi des personnes handicapées dans la branche (données de 2016 présentées en 2018) :

- 381 établissements étaient assujettis à l'OETH ;
- 49 % établissements assujettis sous accords agréés ;
- taux global de l'OETH : 2,34 % ;
- 28 % des établissements atteignaient le taux de 6 % par l'emploi direct et indirect (11 % avec accord et 17 % sans accord) ;
- 16 % des établissements n'employaient aucune personne handicapée ;
- 8 % des établissements étaient « sans action positive » (contribution uniquement) ;
- plus de 3, 2 millions d'euros de contribution versés à l'AGEFIPH ;
- 1 489 personnes handicapées ;
- 69 % des salariés handicapés étaient des femmes ;
- 28 % avaient 50 ans ou plus ;
- 80 % des salariés handicapés étaient en CDI ;
- 30 % des salariés handicapés avaient au moins 10 ans d'ancienneté.

Annexes téléchargeables sur le site internet de l'organisation patronale en charge du secrétariat de branche (www.f-e-h.com) :

- guide pratique relatif à l'emploi des personnes handicapées ;
- plaquette relative à l'accueil de la clientèle handicapée dans les magasins ;
- diagnostic sur l'emploi des personnes handicapées dans la branche des maisons à succursales de vente au détail de l'habillement (publication 2018 [données 2016]).

Brochure n° 3241

Convention collective nationale
IDCC : 1483. – **COMMERCE DE DÉTAIL DE L'HABILLEMENT
ET DES ARTICLES TEXTILES**

AVIS INTERPRÉTATIF DU 29 AVRIL 2019
RELATIF À L'ARTICLE 5.1 « OBLIGATION DES ENTREPRISES »
DE L'ACCORD DU 9 OCTOBRE 2015 (RÉGIME DE PRÉVOYANCE COLLECTIF)

NOR : ASET1951043M
IDCC : 1483

Entre :

FNH,

D'une part, et

FNECS CFE-CGC ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

CGT CSD,

D'autre part,

il a été convenu de ce qui suit :

Le 29 avril 2019 à 15 h 30, les membres de la commission d'interprétation se sont réunis et ont rendu un avis interprétatif sur l'article 5.1 « Obligation des entreprises », de l'accord du 9 octobre 2015 relatif au régime de prévoyance collectif.

L'article 5.1 « Obligation des entreprises de la branche », stipule que :

« Les entreprises relevant du champ d'application du présent accord, qu'elles soient ou non adhérentes au contrat d'assurance souscrit auprès des organismes assureurs recommandés, doivent respecter une prise en charge à hauteur de 50 % de la couverture obligatoire mise en place dans l'entreprise.

En tout état de cause, la participation de l'employeur doit être fixée dans le respect des dispositions de l'article 7 de la convention collective nationale du 14 mars 1947 pour les salariés cadres et assimilés relevant des articles 4 et 4 *bis*, et doit intégrer le financement du maintien des garanties au titre du dispositif de portabilité. »

Cet article 5.1 vise l'article 7 de la convention AGIRC de 1947 qui a été repris par l'accord national interprofessionnel (ANI) du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres.

Les partenaires sociaux relèvent que le dispositif de l'ancien article 7 de la convention AGIRC de 1947 est désormais régi par cet ANI du 17 novembre 2017 et indiquent que l'article 5.1 doit être lu et interprété sous l'empire de ce nouveau texte.

Les partenaires sociaux précisent également que les salariés relevant de l'ancien article 36 de l'annexe I de la convention AGIRC ne sont pas exclus du bénéfice de la participation de l'employeur fixée pour les salariés cadres au minimum à hauteur de 1,50 % de la tranche A conformément aux dispositions de l'ancien article 7 de la convention collective nationale AGIRC.

Cet avis n'a pas valeur d'avenant.

Fait à Paris, le 29 avril 2019.

(Suivent les signatures.)

Convention collective d'arrondissement
IDCC : 1387. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Flandres-Douaisis)
(20 mai 1986)
(Étendue par arrêté du 31 décembre 1986,
Journal officiel du 13 janvier 1987)

ACCORD DU 29 MAI 2019
RELATIF AUX SALAIRES (TEGA, RMH) ET AUX PRIMES
POUR L'ANNÉE 2019

NOR : ASET1951038M
IDCC : 1387

Entre :

UIMM Udimétal Nord – Pas de Calais – Centre,

D'une part, et

CFE-CGC métallurgie Nord – Pas-de-Calais ;

USM FO Armentières ;

USM FO Douai ;

USM FO Lille ;

USM FO Roubaix,

D'autre part,

il a été convenu de ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les organisations patronales et syndicales représentatives dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres, qui se sont réunies le 26 avril 2019, déclarent attacher une grande importance à ce que le barème des TEGA qui est la référence pour l'accueil des nouveaux embauchés et une garantie pour les salariés en fonction, dans le respect de la hiérarchie des emplois, reste d'un niveau compatible avec la nécessité de préserver à la fois l'attractivité des métiers de la métallurgie et la compétitivité des entreprises industrielles.

Les parties signataires soulignent le caractère spécifique des négociations professionnelles et rappellent que le présent accord conclu, notamment, sur les rémunérations minimales garanties (TEGA), obéit à une logique propre, et ne peut servir de base à la revalorisation des salaires effectifs telle qu'elle est définie dans les entreprises.

Article 1^{er}

Taux effectifs garantis annuels (TEGA)

1.1. Garanties 2019

Les barèmes des taux effectifs garantis annuels (TEGA) valables pour l'ensemble de l'année civile à partir de l'année 2019 fixent, pour chaque niveau et échelon de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, la rémunération annuelle brute au-dessous de laquelle aucun mensuel ne peut être rémunéré pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures (annexe I).

Ces rémunérations tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Elles doivent être adaptées à l'horaire réellement pratiqué par l'entreprise (ou, s'il est différent, par le salarié) au cours de l'année en tenant compte des coefficients correcteurs correspondants.

Les coefficients correcteurs figurant dans l'annexe III au présent accord sont donnés à titre indicatif. Ils correspondent aux taux légaux de majoration des heures supplémentaires applicables au jour de la signature du présent accord.

1.2. Bénéficiaires de la garantie

Bénéficiaire de la garantie instituée à l'article 1.1. du présent accord, tous les mensuels à l'exception des titulaires d'un contrat de travail régi par des dispositions spécifiques en matière de rémunération.

En outre, les barèmes mentionnés aux articles 1.1 et 2 du présent accord doivent être adaptés aux situations propres à certaines catégories de travailleurs pour lesquels la réglementation institue des abattements de rémunération (jeunes de moins de 18 ans...).

1.3. Modalités de vérification

Pour vérifier si un mensuel a bénéficié sur l'ensemble de l'année 2019 d'une rémunération brute au moins égale pour l'horaire considéré, aux garanties constituées par le présent accord, il sera tenu compte des éléments définis par l'article 9.2.1 *bis* de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres, ainsi que des indemnités représentant tout ou partie des compensations salariales de la réduction d'horaire que les entreprises ont, le cas échéant, instituées notamment au titre de la réduction du temps de travail, et ce, même si cette indemnité figure à part sur le bulletin de paie.

1.4. Durée de validité de la garantie

La garantie instituée par l'article 1.1. du présent accord est valable pour une année complète.

Il s'ensuit que cette garantie doit être adaptée *pro rata temporis* lorsqu'intervient un changement de classification ainsi qu'en cas d'entrée ou de départ en cours d'année.

1.5. Adaptation de la garantie

Les périodes pendant lesquelles l'entreprise ne supporte pas elle-même l'intégralité de la rémunération, par exemple en cas de maladie, d'accident ou d'absence quelconque non indemnisée, ne sont pas prises en compte. Le taux effectif garanti annuel est alors adapté en proportion des périodes effectivement travaillées.

1.6. Régularisation

Dans le cas où la comparaison entre les sommes effectivement versées au titre de l'année et la garantie instituée par l'accord laisserait apparaître qu'un mensuel n'a pas été rempli de ses droits, celui-ci recevra, à l'échéance de la paie la plus proche, le complément de rémunération brute correspondant.

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques (RMH)

Le barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servant exclusivement à la détermination des primes d'ancienneté est revalorisé au 1^{er} juillet 2019.

La valeur du point RMH est fixée à cette date à 4,20 €.

Les parties précisent que cette revalorisation s'applique pour la première fois à la prime d'ancienneté versée au titre du mois de juillet 2019.

Les montants mensuels indiqués dans le barème des RMH figurant en annexe II au présent accord s'appliquent pour la durée légale du travail. Ils tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Les montants figurant dans le barème des RMH sont arrondis à l'euro supérieur dès lors que le nombre de centimes après la virgule est égal ou supérieur à 50, à l'euro inférieur dans le cas contraire.

Ces montants sont donnés à titre indicatif. En effet, les valeurs de primes d'ancienneté sont calculées par le produit de la valeur du point par le coefficient et le taux d'ancienneté applicable sans arrondi pour éviter le cumul d'arrondis. Les valeurs qui en découlent sont arrondies au centime supérieur si le 3^e chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, au centime inférieur dans le cas contraire.

Les valeurs de primes d'ancienneté qui résultent de ce calcul figurent en annexe IV pour les administratifs, techniciens et maîtrises hors atelier, en annexe V pour les travailleurs manuels et en annexe VI pour les maîtrises d'atelier.

Ces valeurs de primes d'ancienneté doivent être adaptées à l'horaire pratiqué par l'entreprise, ou, s'il est différent, par le salarié, en tenant compte des coefficients correcteurs (annexe III).

Article 3

Allocation complémentaire de vacances

Le montant de l'allocation complémentaire de vacances défini aux articles 11.1.14 à 11.1.18 de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres est porté à 473 € bruts pour la période allant du 1^{er} mai 2019 au 30 avril 2020 (annexe VII).

Article 4

Indemnité de panier de nuit

Le montant de l'indemnité du panier de nuit visée par l'article 7.1.8 de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres est porté à 6,60 € par repas au 1^{er} juillet 2019 (annexe VII).

Article 5

Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 6

Entreprises de moins de 50 salariés

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 7

Extension

Les parties signataires conviennent de l'intérêt d'assurer au présent accord la plus large application et s'engagent en conséquence, à l'initiative de la délégation patronale, à en demander l'extension.

Article 8

Formalités

Le présent accord fera l'objet des dépôts conformément à la réglementation.

Fait à Faches-Thumesnil, le 29 mai 2019.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Taux effectifs garantis annuels 2019

Base 35 heures.

1. Mensuels âgés de 18 ans accomplis

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIF, technicien, maîtrise (hors atelier)	TRAVAILLEUR manuel	MAÎTRISE d'atelier
V	3	395	31 669		33 053
		365	29 223		30 495 AM 7
	2	335	26 884		27 927 AM 6
	1	305	24 575		25 323 AM 5
IV	3	285	23 152	TA 4	23 788 AM 4
	2	270	22 042	TA 3	
	1	255	20 864	TA 2	21 230 AM 3
III	3	240	20 558	TA 1	20 599 AM 2
	2	225	20 002		
	1	215	19 875	P 3	19 923 AM 1
II	3	190	19 457	P 2	
	2	180	19 319		
	1	170	19 167	P 1	
I	3	155	18 275	O 3	
	2	145	18 265	O 2	
	1	140	18 255	O 1	

En toute hypothèse, le mensuel ne peut percevoir une rémunération inférieure au Smic correspondant à l'horaire pratiqué.

Pour vérifier si la rémunération annuelle est au moins égale au TEGA, il convient de tenir compte des éléments définis à l'art. 9.2.1 *bis* de la convention collective.

Ce barème est établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Il doit être adapté en cas d'horaire différent en tenant compte des coefficients correcteurs (annexe III).

Il inclut toutes les compensations pour réductions d'horaires.

L'évolution des barèmes de TEGA et de RMH obéit à une logique propre et ne peut servir de base ou de référence à l'évolution des salaires réels versés par les entreprises.

(Texte page suivante.)

2. Mensuels âgés de moins de 18 ans

Le taux effectif garanti annuel (TEGA) des mensuels âgés de moins de 18 ans subit un abattement dans les conditions ci-après :

ÂGE	ANCIENNETÉ		
	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	Plus d'1 an
16 – 17 ans	TEGA – 20 % sans être < au Smic – 20 %	TEGA – 20 % sans être < au Smic	Aucun abattement
17 – 18 ans	TEGA – 10 % sans être < au Smic – 10 %	TEGA – 10 % sans être < au Smic	Aucun abattement

ANNEXE II

Rémunérations minimales hiérarchiques 2019

Date d'application : 1^{er} juillet 2019.

Valeur du point : 4,20 €.

Base 35 heures.

Ce barème sert exclusivement de base de calcul des primes d'ancienneté.

Il inclut toutes les compensations pour réductions d'horaires.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIF, technicien, maîtrise (hors atelier) - (arrondi)	TRAVAILLEUR manuel ⁽¹⁾	MAÎTRISE d'atelier ⁽¹⁾
V	3	395	1 659		1 775
		365	1 533		1 640 AM 7
	2	335	1 407		1 505 AM 6
	1	305	1 281		1 371 AM 5
IV	3	285	1 197	TA 4 1 257	1 281 AM 4
	2	270	1 134	TA 3 1 191	
	1	255	1 071	TA 2 1 125	1 146 AM 3
III	3	240	1 008	TA 1 1 058	1 079 AM 2
	2	225	945		
	1	215	903	P 3 948	966 AM 1
II	3	190	798	P 2 838	
	2	180	756		
	1	170	714	P 1 750	
I	3	155	651	O 3 684	
	2	145	609	O 2 639	
	1	140	588	O 1 617	

(1) Ces montants incluent les majorations prévues par l'accord national du 30 janvier 1980 (5 % : travailleurs manuels et 7 % : maîtrise d'atelier).

Ces valeurs de primes d'ancienneté doivent être adaptées à l'horaire pratiqué par l'entreprise, ou, s'il est différent, par le salarié, en tenant compte des coefficients correcteurs (annexe III).

MODE DE CALCUL DE LA PRIME D'ANCIENNETÉ		
La prime d'ancienneté est égale au : coefficient x valeur du point x taux de la catégorie (voir ligne ci-dessous) x % d'ancienneté		
Administratifs, techniciens, maîtrise hors atelier : 1	Travailleurs manuels : 1,05	Maîtrise d'atelier : 1,07
Les valeurs qui en découlent sont arrondies au centime supérieur si le 3 ^e chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, au centime inférieur dans le cas contraire.		

ANNEXE III

Coefficients correcteurs applicables dans les cas où l'horaire constant est différent de 35 heures

Entreprises de toutes tailles

Dans le cas où l'horaire est différent de 35 heures, il y a lieu d'appliquer aux valeurs du barème des taux effectifs garantis annuels et aux valeurs des primes d'anciennetés calculées à partir du barème des rémunérations minimales hiérarchiques, le coefficient correcteur correspondant à l'horaire pratiqué.

Attention :

- le coefficient correcteur tient compte d'une majoration payée en espèces. Il n'est pas applicable dans le cas d'une majoration en temps de repos ;
- le coefficient correcteur est calculé à partir de la majoration légale de 25 % pour les heures accomplies entre 35 et 43 heures et 50 % au-delà.

	HORAIRE HEBDOMADAIRE (en heures)	NOMBRE D'HEURES effectivement payées ⁽¹⁾	COEFFICIENT correcteur ⁽²⁾
Heures au taux normal	30,00	30,000	0,857143
	30,50	30,500	0,871429
	31,00	31,000	0,885714
	31,50	31,500	0,900000
	32,00	32,000	0,914286
	32,50	32,500	0,928571
	33,00	33,000	0,942857
	33,50	33,500	0,957143
	34,00	34,000	0,971429
	34,50	34,500	0,985714
Durée légale	35,00	35,000	1,000000
Heures majorées à 25 %	35,50	35,625	1,017857
	36,00	36,250	1,035714
	36,50	36,875	1,053571
	37,00	37,500	1,071429
	37,50	38,125	1,089286
	38,00	38,750	1,107143
	38,50	39,375	1,125000
	39,00	40,000	1,142857
	39,50	40,625	1,160714
	40,00	41,250	1,178571
	40,50	41,875	1,196429

	HORAIRE HEBDOMADAIRE (en heures)	NOMBRE D'HEURES effectivement payées ⁽¹⁾	COEFFICIENT correcteur ⁽²⁾
	41,00	42,500	1,214286
	41,50	43,125	1,232143
	42,00	43,750	1,250000
	42,50	44,375	1,267857
Heures majorées à 50 %	43,00	45,000	1,285714
	43,50	45,750	1,307143
	44,00	46,500	1,328571
	44,50	47,250	1,350000
	45,00	48,000	1,371429
	45,50	48,750	1,392857
	46,00	49,500	1,414286
	46,50	50,250	1,435714
	47,00	51,000	1,457143
	47,50	51,750	1,478571
	48,00	52,500	1,500000
<p>(1) C'est-à-dire tenant compte des majorations pour heures supplémentaires payées et non prises en repos.</p> <p>(2) Nombre d'heures effectivement payées divisé par 35.</p>			

ANNEXE IV

Primes d'ancienneté (base 35 heures)⁽¹⁾

Applicable au 1^{er} juillet 2019.
Valeur du point : 4,20 €.

Administratifs, techniciens, maîtrises hors atelier

RMH : 4,20 €.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MINIMUM hiérarchique (arrondi)	ANCIENNETÉ																
				Taux																
				3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans	20 ans			
V	3	395	1 659	49,77	66,36	82,95	99,54	116,13	132,72	149,31	165,90	182,49	199,08	215,67	232,26	248,85	282,03			
				45,99	61,32	76,65	91,98	107,31	122,64	137,97	153,30	168,63	183,96	199,29	214,62	229,95	260,61			
	2	335	1 407	42,21	56,28	70,35	84,42	98,49	112,56	126,63	140,70	154,77	168,84	182,91	196,98	211,05	239,19			
				38,43	51,24	64,05	76,86	89,67	102,48	115,29	128,10	140,91	153,72	166,53	179,34	192,15	217,77			
IV	3	285	1 197	35,91	47,88	59,85	71,82	83,79	95,76	107,73	119,70	131,67	143,64	155,61	167,58	179,55	203,49			
	2	270	1 134	34,02	45,36	56,70	68,04	79,38	90,72	102,06	113,40	124,74	136,08	147,42	158,76	170,10	192,78			
	1	255	1 071	32,13	42,84	53,55	64,26	74,97	85,68	96,39	107,10	117,81	128,52	139,23	149,94	160,65	182,07			

(1) En cas d'horaire constant différent voir annexe III.

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MINIMUM hiérarchique (arrondi)	ANCIENNETÉ														
				Taux														
				3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans	20 ans	
III	3	240	1 008	30,24	40,32	50,40	60,48	70,56	80,64	90,72	100,80	110,88	120,96	131,04	141,12	151,20	171,36	
	2	225	945	28,35	37,80	47,25	56,70	66,15	75,60	85,05	94,50	103,95	113,40	122,85	132,30	141,75	160,65	
	1	215	903	27,09	36,12	45,15	54,18	63,21	72,24	81,27	90,30	99,33	108,36	117,39	126,42	135,45	153,51	
II	3	190	798	23,94	31,92	39,90	47,88	55,86	63,84	71,82	79,80	87,78	95,76	103,74	111,72	119,70	135,66	
	2	180	756	22,68	30,24	37,80	45,36	52,92	60,48	68,04	75,60	83,16	90,72	98,28	105,84	113,40	128,52	
	1	170	714	21,42	28,56	35,70	42,84	49,98	57,12	64,26	71,40	78,54	85,68	92,82	99,96	107,10	121,38	
I	3	155	651	19,53	26,04	32,55	39,06	45,57	52,08	58,59	65,10	71,61	78,12	84,63	91,14	97,65	110,67	
	2	145	609	18,27	24,36	30,45	36,54	42,63	48,72	54,81	60,90	66,99	73,08	79,17	85,26	91,35	103,53	
	1	140	588	17,64	23,52	29,40	35,28	41,16	47,04	52,92	58,80	64,68	70,56	76,44	82,32	88,20	99,96	

ANNEXE V

Primes d'ancienneté (base 35 heures)⁽¹⁾

Applicable au 1^{er} juillet 2019.
Valeur du point : 4,20 €.

Travailleurs manuels

RMH : 4,20 € + 5 %.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MINIMUM hiérarchique (arrondi)	ANCIENNETÉ														
				3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans	20 ans	
				Taux														
IV	3	285	1 257	37,71	50,27	62,84	75,41	87,98	100,55	113,12	125,69	138,25	150,82	163,39	175,96	188,53	213,66	
	2	270	1 191	35,72	47,63	59,54	71,44	83,35	95,26	107,16	119,07	130,98	142,88	154,79	166,70	178,61	202,42	
	1	255	1 125	33,74	44,98	56,23	67,47	78,72	89,96	101,21	112,46	123,70	134,95	146,19	157,44	168,68	191,17	
III	3	240	1 058	31,75	42,34	52,92	63,50	74,09	84,67	95,26	105,84	116,42	127,01	137,59	148,18	158,76	179,93	
	1	215	948	28,44	37,93	47,41	56,89	66,37	75,85	85,33	94,82	104,30	113,78	123,26	132,74	142,22	161,19	
II	3	190	838	25,14	33,52	41,90	50,27	58,65	67,03	75,41	83,79	92,17	100,55	108,93	117,31	125,69	142,44	
	1	170	750	22,49	29,99	37,49	44,98	52,48	59,98	67,47	74,97	82,47	89,96	97,46	104,96	112,46	127,45	

(1) En cas d'horaire constant différent voir annexe III.

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MINIMUM hiérarchique (arrondi)	ANCIENNETÉ														
				Taux														
				3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans	20 ans	
				3 %	4 %	5 %	6 %	7 %	8 %	9 %	10 %	11 %	12 %	13 %	14 %	15 %	17 %	
I	3	155	684	20,51	27,34	34,18	41,01	47,85	54,68	61,52	68,36	75,19	82,03	88,86	95,70	102,53	116,20	
	2	145	639	19,18	25,58	31,97	38,37	44,76	51,16	57,55	63,95	70,34	76,73	83,13	89,52	95,92	108,71	
	1	140	617	18,52	24,70	30,87	37,04	43,22	49,39	55,57	61,74	67,91	74,09	80,26	86,44	92,61	104,96	

ANNEXE VI

Primes d’ancienneté (base 35 heures) ⁽¹⁾

Applicable au 1^{er} juillet 2019.
Valeur du point : 4,20 €.

Maîtrise d’atelier

RMH : 4,20 € + 7 %.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MINIMUM hiérarchique (arrondi)	ANCIENNETÉ													
				3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans	20 ans
				Taux													
V	3			3 %	4 %	5 %	6 %	7 %	8 %	9 %	10 %	11 %	12 %	13 %	14 %	15 %	17 %
		395	1 775	53,25	71,01	88,76	106,51	124,26	142,01	159,76	177,51	195,26	213,02	230,77	248,52	266,27	301,77
		365	1 640	49,21	65,61	82,02	98,42	114,82	131,22	147,63	164,03	180,43	196,84	213,24	229,64	246,05	278,85
	2	335	1 505	45,16	60,22	75,27	90,33	105,38	120,44	135,49	150,55	165,60	180,66	195,71	210,77	225,82	255,93
IV	1	305	1 371	41,12	54,83	68,53	82,24	95,95	109,65	123,36	137,07	150,77	164,48	178,19	191,89	205,60	233,01
		285	1 281	38,42	51,23	64,04	76,85	89,66	102,46	115,27	128,08	140,89	153,69	166,50	179,31	192,12	217,73
III	1	255	1 146	34,38	45,84	57,30	68,76	80,22	91,68	103,14	114,60	126,06	137,52	148,98	160,44	171,90	194,81
		240	1 079	32,36	43,14	53,93	64,71	75,50	86,28	97,07	107,86	118,64	129,43	140,21	151,00	161,78	183,36
		215	966	28,99	38,65	48,31	57,97	67,63	77,30	86,96	96,62	106,28	115,95	125,61	135,27	144,93	164,26

(1) En cas d’horaire constant différent voir annexe III.

ANNEXE VII

Indemnités, primes, allocation 2019

1. Indemnités diverses

Indemnité de panier (travaux de nuit) : 6,60 € ⁽¹⁾ (art. 7.1.8 de la convention collective du 20 mai 1986).

Indemnité de repas (petit déplacement) : 2,5 × le minimum légal (accord du 26 février 1976, art. 2.3).

2. Primes pour l'obtention d'un diplôme de l'enseignement technologique

Obtention d'un CAP de la profession par un apprenti sous contrat (art. 8.2.4 de la convention collective du 20 mai 1986) : 22,87 €.

Obtention d'un diplôme dans les conditions prévues par l'art. 8.4.1 de la convention collective du 20 mai 1986 :

(En euros.)

CAP, BEP, CQP	76,22
CQT1	
CFPA 1 ^{er} degré	
CQT2, CQT3, BP	114,34
BTN	
Diplôme AFPA niveau IV	
BTS, DUT	152,45
Diplôme AFPA niveau III	

3. Allocation complémentaire de vacances

(art. 11.1.14 et suivants de la convention collective du 20 mai 1986)

Entre le 1^{er} mai 2019 et le 30 avril 2020 : 473 €.

(1) À compter du 1^{er} juillet 2019.

Brochure n° 3218

Convention collective nationale
IDCC : 1261. – **ACTEURS DU LIEN SOCIAL ET FAMILIAL**
(Centres sociaux et socioculturels,
associations d'accueil de jeunes enfants,
associations de développement social local)

AVENANT N° 03-19 DU 25 AVRIL 2019
RELATIF AUX INDEMNITÉS KILOMÉTRIQUES

NOR : ASET1951035M
IDCC : 1261

Entre :
SNAECSO,
D'une part, et
FNAS FO ;
USPAOC CGT ;
CFTC santé et sociaux,
D'autre part,
il a été convenu de ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux ont souhaité simplifier l'utilisation du barème conventionnel des indemnités kilométriques pour les entreprises de la branche professionnelle.

Ainsi, le présent avenant a pour objet de supprimer la mise en place d'un barème conventionnel des indemnités kilométriques particulier à la convention collective, qui prévoyait des montants de remboursements spécifiques, afin d'appliquer le barème fiscal prévu par la direction générale des finances publiques.

Article 1^{er}

Indemnités kilométriques

L'article suivant annule et remplace l'article 1^{er} du chapitre VII « Frais professionnels » :

« Article 1^{er}

Véhicules

Pour les besoins du service et après leur accord, les salariés peuvent être amenés à utiliser leur propre véhicule.

Ils ne peuvent le faire qu'après l'autorisation expresse préalable et délivrance d'une attestation écrite pour une durée déterminée par l'employeur.

L'autorisation préalable et expresse de l'employeur donne droit à des indemnités kilométriques.

Pour les entreprises de la branche professionnelle, le barème établissant les modalités et les montants à rembourser est le barème des indemnités kilométriques fixé par la direction générale des finances publiques.

Assurance du véhicule

Pour bénéficier des indemnités kilométriques, l'assurance du salarié doit prévoir l'utilisation professionnelle de son véhicule.

L'assurance de l'employeur doit couvrir les déplacements professionnels des salariés concernés. »

Article 2

Champ d'application

Ce présent avenant doit s'appliquer dans toutes les entreprises de la branche quel que soit leur effectif. En effet, le remboursement des indemnités kilométriques s'applique aux entreprises indépendamment du nombre de salariés équivalent temps plein. Il n'y a donc pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés dans le cadre d'accord type au regard du fait que :

- la branche est très majoritairement composée d'entreprises dont les effectifs sont inférieurs à 50 salariés ;
- le thème de négociation du présent avenant, à savoir les indemnités kilométriques, ne peut donner lieu à des stipulations différentes selon l'effectif de l'entreprise.

Article 3

Effet de l'application

Le présent avenant a pour effet d'annuler les accords suivants :

- protocole d'accord sur les indemnités kilométriques du 27 mars 2003 ;
- protocole d'accord sur les indemnités kilométriques du 27 septembre 2005 ;
- protocole d'accord sur les indemnités kilométriques du 30 novembre 2006 ;
- protocole d'accord sur les indemnités kilométriques du 7 février 2008 ;
- protocole d'accord sur les indemnités kilométriques du 4 novembre 2009 ;
- protocole d'accord sur les indemnités kilométriques du 1^{er} décembre 2015 ;
- avenant relatif aux indemnités kilométriques du 29 juin 2017.

Article 4

Entrée en vigueur, dépôt et extension

Le présent avenant est conclu à durée indéterminée.

Sous réserve de ne pas faire l'objet d'une opposition majoritaire, la date d'entrée en vigueur du présent avenant est fixée au 1^{er} juin 2019.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-15, L. 2261-24 et L. 2261-25 du code du travail, les parties signataires en demandent l'extension. L'accord s'appliquera ainsi à l'ensemble de la branche professionnelle au premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 25 avril 2019.

(Suivent les signatures.)

Directeur de la publication : Yves Struillou

165190320-000819

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours
